

Résumés

Adelheid von Saldern, Intégration et fragmentation dans les villes européennes. Mise en perspective historique d'un sujet d'actualité

Les discussions actuelles sur les villes ainsi que les tendances d'évolution incitent à penser les problématiques abordées dans une perspective historique et à replacer les articles publiés dans ce volume dans des contextes historiques et géographiques plus larges. Il ne s'agit pas ici de présenter une histoire systématique de l'évolution des sociétés urbaines européennes, mais de présenter quelques éléments de la grande mosaïque que constitue l'histoire des villes européennes depuis les débuts de l'industrialisation et de l'urbanisation. Les aspects pris en compte se rapportent à *l'engagement civique dans la ville* (1) et aux *minorités ethniques* (2). Sont également traités les domaines de *l'assistance publique aux personnes pauvres, de la politique communale d'infrastructures et du socialisme municipal* (3), *de l'aménagement du territoire et de l'identité des quartiers* (4), ainsi que de *l'exclusion et du contrôle des »personnes indésirables«* (5). On aborde également la question de l'importance à accorder à la *politique culturelle, symbolique et événementielle* (7) en tant que stratégies d'intégration. La conclusion présente quelques aspects de la discussion actuelle sur la *ville européenne*. (7)

Beate Althammer/Michèle Gordon, Effets d'intégration et de fragmentation de l'assistance publique à Cologne et Glasgow (1880–1914)

L'assistance aux personnes pauvres a longtemps relevé des missions traditionnelles de base des villes européennes. Elle a constitué durant des siècles un vecteur fondamental de l'intégration sociale et a largement contribué à insérer les personnes socialement défavorisées dans les sociétés urbaines. Elle a cependant également entraîné une certaine fragmentation, en ne s'adressant jamais à l'ensemble de la population pauvre; elle a de fait procédé à des différenciations et stigmatisé de manière plus ou moins intentionnée les personnes devant bénéficier de son aide. A la suite des bouleversements socio-économiques du 19^{ème} siècle, le potentiel d'intégration de l'assistance aux personnes pauvres a été de plus en plus critiqué pour son insuffisance par les réformistes sociaux; de nouveaux mécanismes d'aide sociale sont peu à peu apparus et ont coexisté avec l'assistance publique, mais de nombreuses personnes ont continué à en être tributaire. Cet article interroge les mécanismes de fonctionnement de l'assistance publique en comparant deux grandes villes européennes industrielles à l'aube du vingtième siècle, qui se trouvaient alors toutes deux dans une phase de croissance rapide. Sur le plan normatif, le modèle britannique de type écossais présente des différences profondes avec le modèle allemand de type prussien, entre autres en raison d'une gestion étatique plus rigide, de la préférence accordée à l'internement par rapport à l'assistance publique, ainsi que du refus de faire bénéficier les personnes aptes au travail des aides sociales publiques. Cependant, on trouve au niveau local des parallèles frappants entre les deux villes étudiées, Glasgow et Cologne, par exemple en ce qui concerne le pourcentage de personnes assistées, le montant des aides sociales, les critères légitimes d'attribution de cette aide, ou encore la pratique d'expulsion des personnes pauvres n'appartenant juridiquement pas à la commune. Cette assistance publique restrictive s'est vue dans les deux villes accompagnée, parfois aussi concurrencée par le champ presque incommensurable des œuvres de bienfaisance privées ou religieuses, qui a conféré à l'attitude des sociétés urbaines envers leurs pauvres un caractère plus généreux, mais en même temps très fragmenté, reposant sur des critères d'inclusion et d'exclusion très hétérogènes.

Silke Schütter, De la reconnaissance juridique à la marginalisation des pauvres? Euphorie et échec d'un grand projet de réforme communal à Strasbourg entre 1880 et les années 1920

Jusqu'ici Strasbourg est considérée comme une ville modèle dans le domaine des réformes et de l'innovation sociales au début du 20^{ème} siècle. Des personnalités politiques locales, attachées aux valeurs démocratiques et aux idéaux de la Révolution française et de la Troisième République, comme le Dr. Rudolf Schwander qui fut maire de Strasbourg de 1906 à 1918, ont voulu remplacer l'assistance de type chrétien et paternaliste par un système respectant la dignité de chacun, et ainsi contribuer au processus de démocratisation et à l'intégration des populations ouvrières pauvres dans la société urbaine. L'échec, dans la théorie et dans la pratique, des réformes initiées en 1906, est cependant dû non seulement aux rapports de force politiques en Alsace-Lorraine, qui étaient alors défavorables aux projets de réformes, mais aussi et surtout aux traditions et à leurs défenseurs à Strasbourg même. Plusieurs facteurs – comme l'obligation de justifier les prestations sociales politiquement et moralement, l'acceptation par les populations pauvres, avec l'assentiment de la société, de conditions de vie et de travail à un niveau très bas, ou encore la méfiance et le mépris très ancrés à l'égard des personnes nécessiteuses et marginales, de leur mode de vie et de leur comportement – se sont avérés si décisifs que la population défavorisée est devenue l'objet d'une politique sociale visant à la discipliner. Des bénévoles chargés des pauvres et des orphelins ont parachevé un système humiliant et arbitraire fait de surveillance, de contrôles, de dressage et de brimades, auquel les personnes concernées ont opposé dès le début une forte résistance. En 1926, le maire socialiste J. Peirotes a finalement constaté publiquement l'échec de la réforme et a suspendu le célèbre programme d'assistance de Strasbourg.

Karl Ditt, Politique énergétique et consommation d'énergie. Le gaz, l'électricité et l'équipement en appareils ménagers en Grande-Bretagne et en Allemagne de 1880 à 1939. L'exemple des villes Leeds et York, Dortmund et Munster

Cet article souhaite apporter des éléments de réponse à l'interrogation classique concernant l'avance prise par la Grande-Bretagne par rapport à l'Allemagne dans les domaines de l'industrialisation et de la généralisation de la société de consommation et la proportion dans laquelle cette avance s'est maintenue entre la fin du 19^{ème} siècle et la deuxième Guerre mondiale. Pour ce faire est étudiée dans cet article l'évolution de la distribution de l'énergie – du gaz et de l'électricité, ainsi que de la diffusion des appareils ménagers au niveau national mais aussi local, en étudiant les villes de Leeds et de York, de Dortmund et de Munster.

On constate que le degré de diffusion de la distribution du gaz et de sa consommation a été nettement plus élevé en Grande-Bretagne qu'en Allemagne, un phénomène qui s'explique avant tout par le démarrage précoce de l'industrie du gaz britannique et les prix bas qu'elle proposait. En dépit d'une utilisation nettement plus forte de la distribution industrielle du gaz, l'Allemagne n'a pas réussi à rattraper ce retard avant la deuxième Guerre mondiale. En ce qui concerne l'approvisionnement en électricité, le pourcentage de foyers raccordés au réseau a été moins élevé en Grande-Bretagne qu'en Allemagne avant la seconde Guerre mondiale, en raison de restrictions étatiques, de la formation inappropriée des ingénieurs, de la forte concurrence exercée par l'industrie du gaz et surtout des aspirations à l'autonomie au niveau local, qui ont longtemps fortement freiné le développement de la distribution d'électricité dans ce pays. Ce n'est qu'avec la création, décidée en 1925, de la *National grid*, organisée et planifiée de manière quasiment étatique, que l'avance de l'Allemagne dans ce domaine a considérablement diminué, la Grande-Bretagne étant dès lors en mesure de distancer l'Allemagne dans l'organisation et le contrôle systématiques de la distribution d'électricité.

En ce qui concerne la diffusion des appareils ménagers fonctionnant au gaz et à l'électricité, qui constitue un indicateur important pour évaluer le niveau d'une société de consommation, la Grande-Bretagne a acquis puis conservé une nette avance sur l'Allemagne jusqu'à la deuxième Guerre mondiale. Le degré élevé d'urbanisation de la Grande-Bretagne, ou encore l'impact des inégalités très marquées dans la généralisation des raccordements au gaz et à l'électricité, semblent avoir été moins décisifs que le faible coût du gaz et de l'électricité, les revenus réels plus élevés de la population et le degré plus élevé de commercialisation de l'industrie de l'énergie et des appareils ménagers, qui ont su créer des débouchés, notamment en ayant recours à des compteurs à pièces et à des offres très variées de location et de crédit. Ils ont permis aux foyers britanniques d'atteindre un degré d'équipement beaucoup plus élevé et ont ainsi contrebalancé les désagréments engendrés par les obstacles nationaux et municipaux plus élevés qu'en Allemagne, ainsi que par les orientations prises en matière de production du gaz et de l'électricité, qui se sont souvent avérées moins efficaces en Grande-Bretagne qu'en Allemagne.

Jan Philipp Altenburg, Perception et leitmotifs dans la description de la grande ville dans les journaux *Gartenlaube* et *Illustrierte Zeitung* durant la deuxième moitié du 19^{ème} siècle

Les représentations des espaces urbains dans la presse populaire illustrée du 19^{ème} siècle sont marquées par des leitmotifs descriptifs dont les thèmes de base se sont dans une large mesure formés, à partir de la fin du 18^{ème} siècle, en référence à Londres et Paris.

Ces leitmotifs sont d'une part marqués par des thèmes spécifiquement urbains, et d'autre part insérés dans des discours spécifiques: Les discours qui sous-tendent les descriptions varient d'une ville à l'autre. Ainsi, les articles consacrés à la criminalité à Berlin dans les colonnes du *Gartenlaube* reflètent d'une part le cliché de Berlin comme «métropole de l'intelligence» et d'autre part une aspiration à la sécurité et au contrôle des dangers inhérents à la grande ville. Les récits des succès de la lutte contre ces dangers sont quant à eux étroitement liés à la représentation de la métropole comme représentante de la nation moderne.

Les leitmotifs les plus fréquents peuvent connaître une transformation suite à des événements spécifiques. Ainsi, la représentation de Paris comme «ville des femmes» dans les colonnes du *Gartenlaube* et du *Illustrierte Zeitung* cesse brutalement avec la guerre franco-allemande, et est remplacée par d'autres clichés – comme celui de l'anti-germanisme de Paris.

La représentation de la grande ville dans la presse populaire illustrée s'avère être un construit marqué par de multiples influences, plus qu'un récit fidèle à la réalité, contrairement aux ambitions affichées par les journaux eux-mêmes.

Britta Lenz, L'association comme moyen d'intégration? La culture urbaine des loisirs et l'intégration des immigrés de Pologne et de Mazurie dans la Ruhr entre 1900 et 1939

Les villes de la Ruhr ont connu dans la deuxième moitié du 19^{ème} siècle une formidable croissance liée à l'immigration. Entre la fondation de l'Empire allemand en 1871 et la deuxième Guerre mondiale, un demi-million de Polonais et Masures ont quitté les provinces de la Prusse orientale pour s'installer dans la Ruhr. Cette migration de masse a suscité l'animosité de la population, qui exprimait ainsi la peur d'être envahis par les étrangers ainsi qu'une attitude de rejet. Les immigrés ont été exposés non seulement à une discrimination sociale, mais également en même temps à une pression de la part des autorités visant à les germaniser. Une partie des migrants polonais a réagi à ces pressions par une communautarisation ethnique, qui se manifesta par la mise en place de toute une

communauté polonaise organisée autour d'un réseau très étendu d'associations et d'organisations, qui a jusqu'à présent été au cœur des recherches menées sur le processus d'intégration des Polonais de la Ruhr.

Cet article s'éloigne de l'étude des associations nationales des Polonais de la Ruhr, pour s'interroger sur les vecteurs d'intégration des migrants de Pologne et de Mazurie qui n'étaient pas implantés dans ce réseau associatif. La coexistence quotidienne entre la population d'origine et la population immigrée a permis la création de nombreux contacts et de références communes et dans ce processus, le domaine des loisirs communs a joué un rôle très important, notamment au sein des associations qui ont fait florès au début du 20^{ème} siècle, consacrées au football, à l'élevage de pigeons ou encore à l'entretien des jardins ouvriers. Il s'agissait en effet d'associations créées indépendamment de l'appartenance religieuse, idéologique et ethnique et qui par conséquent recelait un certain potentiel d'intégration.

La participation d'immigrés à des associations allemandes de sport et de loisir est illustrée à partir de l'exemple des clubs de football de la ville de Essen. Au sein des clubs faisant l'objet d'une analyse plus précise – les associations *Rot Weiss Essen*, l'association de gymnastique *Helene* ainsi que l'amicale sportive *Katernberg*, on retrouve des immigrés non seulement parmi les membres, mais aussi parmi les permanents et les joueurs les plus performants. C'est surtout pour les jeunes immigrés de la deuxième génération que les clubs de football ont constitué une offre de loisir très séduisante. L'intégration dans les associations ne s'est cependant pas toujours déroulée de manière harmonieuse. De nombreux changements de noms d'immigrés, de même que la stigmatisation de certaines associations traitées d'«associations polaises», sont autant d'indications du potentiel de conflits qu'entraînait l'affiliation d'immigrés à des associations allemandes.

Thomas Welskopp, Des carrières à l'ombre de la criminalité. Parcours d'intégration des immigrés de la deuxième génération dans les grandes villes américaines des années 1920

L'entrée en vigueur de la *prohibition* en janvier 1920 – l'interdiction constitutionnelle de l'alcool étendue à l'ensemble du territoire des USA, a constitué le point final d'une longue phase de propagande et de politique répressives à l'encontre des immigrés dans les grands centres urbains des États-Unis, qui avait connu une nouvelle radicalisation avec la première Guerre mondiale. La prohibition, qui était conçue comme un acte répressif, est cependant devenue une source de revenus qui a permis à la deuxième génération d'immigrés d'accéder à une ascension sociale sélective et de s'établir durablement dans la société américaine *mainstream*. La législation prohibitive a eu comme conséquence sociale non pas une exclusion renforcée et une visibilité ethnique plus forte, mais bien plutôt l'intégration et l'hyper-américanisation des fils et filles d'immigrés. L'économie parallèle liée au trafic d'alcool et ses fabuleuses possibilités de gain ont permis à la criminalité organisée de quitter les ghettos ethniques où elle était jusqu'alors confinée et de conférer à ses réseaux des formes et une ampleur inédites. Le *gangster* et le *bootlegger* sont devenus dans la culture permissive des années 1920 des modèles et des avant-gardes secrètement admirés. Mais la prohibition a entraîné des progrès dans l'intégration des immigrés de la deuxième génération dans les grandes villes américaines au-delà même des cercles limités du gangstérisme. La prohibition a été pour beaucoup d'immigrés le point de départ d'une prise de conscience politique et l'occasion de formuler leurs revendications. Ceci a finalement débouché sur une intégration fortement américanisée en parallèle à une revendication des origines ethniques, toujours transmises avec fierté, ce qui a permis à ces populations de jouer le rôle de «traits d'union» entre les cultures (les *hyphen American*).

Lu Seegers, Intégration symbolique lors des célébrations anniversaires des villes en Allemagne de l'Est

Presque toutes les villes de la République Démocratique Allemande (RDA) ont célébré au moins une fois au cours de l'existence de cet État l'anniversaire de leur fondation. Ces festivités représentaient pour les villes l'occasion de solliciter des aides auprès de l'État, ainsi que de soigner et d'améliorer leur image. Car, en dépit du peu de pouvoir dont elles disposaient dans les faits, les villes constituaient des piliers importants du système autoritaire de la RDA, car elles pouvaient créer au niveau local une identification avec le système, ce que l'État ne parvenait pas à faire de la même manière. Dans ce processus d'intégration symbolique et pratique de la population lors de ce type de célébrations, les exclusions ont également joué un rôle décisif. Les célébrations devaient servir à faire la démonstration de l'engagement de la population au service de la ville et de l'État. Certains groupes ont toutefois été exclus de ce processus – surtout, pour les années 1960, ceux qu'on appelait la *»beat génération«*. Les comportements divergents, qui semblaient s'opposer à l'idéal socialiste, mais qui ne pouvaient pas toujours être contrôlés au quotidien dans les villes de RDA, devaient être réprimés durant des événements représentatifs dans les villes. Même si les villes montraient un visage d'hospitalité durant leurs jubilé, les contacts personnels des citoyens avec les visiteurs venus d'Allemagne de l'Ouest furent strictement réglementés. Les villes – et en particulier les grandes villes, reçurent pour mission d'illustrer à l'échelon local le *»niveau mondial«* de la RDA. Les présentations de l'histoire et de l'évolution récente de la ville devinrent ainsi des exposés magistraux sur la RDA au niveau local – tandis que les véritables traditions de la ville restaient plus ou moins en retrait. Tandis que dans les années 1960, la transmission d'une utopie socialiste apparaissait encore crédible, et que la République Fédérale capitaliste était désignée comme responsable des évolutions négatives, cette interprétation ne cessa de perdre du crédit à partir des années 1970. Les attractions les plus appréciées étaient les marchés et les fêtes populaires historiques, qui offraient des possibilités de consommation et de loisir, des stars et du sport. Cependant, le contraste entre les mises en scène festives et la réalité quotidienne a pu également donner lieu à des critiques efficaces et à des rejets du système.

Georg Wagner-Kyora, Politique locale de *»reconstruction«* dans un conflit séculier: la destruction du château de Braunschweig 1944/60 et sa reconstruction en 2005

Les ruines du château de Braunschweig ont été rasées en 1960 pour des raisons politiques. Après une discussion discontinuée sur la *»reconstruction«* au sein des élites communales, administratives et professionnelles durant les années 1950, les ténors du SPD local ont imposé la solution radicale de la démolition totale, afin de marquer symboliquement le renouveau de l'histoire de la ville. La décision politique qui a entériné la démolition a divisé le consensus jusqu'alors très largement ancré portant sur la *»reconstruction«*, et a fait apparaître dans le champ politique conservateur un discours de la démolition tourné vers le passé, qui s'est de plus en plus émancipé entre 1961 et 2001. En affirmait se baser sur des valeurs prétendument dichotomiques, ce discours visait à saborder des pratiques politiques consensuelles qui caractérisaient la politique communale de la République fédérale.

La politique historique de la démolition et de la *»reconstruction«* du château de Braunschweig s'est néanmoins déroulée de manière largement discontinuée, car il n'y a eu aucune réflexion sur ses motivations profondes. En faisant disparaître le plus important bâtiment représentatif de la ville, le SPD de Braunschweig cherchait au fond à combattre le passé nazi de ce bâtiment, mais sans en être véritablement conscient. Le groupe des notables bourgeois, toujours très influent, et en particulier les anciens national-conservateurs, pui-

sait ses arguments à la fois dans l'histoire de l'art mais aussi dans des idées régionalisantes assez floues. La «duchesse» post-monarchique menait quant à elle sa propre campagne autour d'un consensus qui se voulait transcender les partis et contribuait ainsi de manière assez paradoxale à faire émerger une nouvelle identité républicaine de la ville. Le point commun de tous les discours des partis était de nier le passé républicain de l'édifice et avec lui l'ancrage identitaire commun le plus acceptable pour tous. Par conséquent, ces différentes traditions superposées et souvent contradictoires n'ont jamais pu être l'objet d'un véritable travail de réflexion, si bien qu'elles débouchèrent de nouveau sur un débat d'opinion dichotomique, lorsque le maire CDU de la ville imposa au début des années 2000 une nouvelle construction de bâtiments post-modernes pour l'ensemble du parc du château. Il se fit l'avocat d'une réhabilitation de la façade de l'ancien château, poursuivant ainsi une stratégie de consensus, sans parvenir cependant à remporter ainsi l'adhésion de la majorité des habitants de la ville. Sans en tenir compte, et contre la forte résistance du SPD, il imposa au terme d'un processus décisionnel extrêmement court la construction d'un centre commercial surdimensionné.

Dans cette nouvelle illustration d'intérêts de pouvoir imposés de manière unilatérale, mais partant cette fois-ci de présupposés inverses, les pénibles références historiques du 20^{ème} siècle n'ont plus joué aucun rôle. Pire, des images historiques laissées flouées et à la connotation volontairement positives ont été insuffisamment exploitées afin de pouvoir augmenter l'acceptation par la population d'un bâtiment commercial multifonctionnel. Et si ce but a finalement été atteint, c'est moins par le recours à de tels arguments peu convaincants que grâce au soutien indéfectible d'une presse locale très active dans le lobby en faveur de ce type de constructions, qui a continuellement appuyé de son journalisme tendancieux et brutal la forte coalition d'intérêts entre le monde politique et le business.

Claire Colomb, Vers une »Renaissance Urbaine« dans la Grande-Bretagne du New Labour. Fragmentation ou réurbanisation durable des villes britanniques?

Depuis son arrivée au pouvoir au Royaume-Uni en 1997, le gouvernement du *New Labour* a mis les villes au cœur de son programme, à travers de nouveaux programmes de renouvellement urbain et d'un nouveau discours sur la ville sous l'étiquette de »Renaissance Urbaine« (*Urban Renaissance*). Cette contribution propose une analyse critique du discours de la »Renaissance Urbaine« sous l'angle de sa capacité à répondre (ou non) à la polarisation socio-spatiale des villes britanniques.

Dans une première partie, les évolutions démographiques urbaines des dernières décennies au Royaume Uni seront brièvement présentées afin de mieux comprendre les enjeux de polarisation et de ségrégation socio-spatiale auxquels sont confrontées les villes-centres contemporaines. Les politiques urbaines du *New Labour* seront par ailleurs brièvement évoquées. Dans un second temps l'article tente d'analyser le potentiel intégrateur de nouvelles politiques urbaines destinées à encourager un »retour en ville« des classes moyennes: ces politiques peuvent-elles paradoxalement contribuer à la fragmentation, à la *gentrification* et à la polarisation sociale des villes britanniques?

Pour tester cette hypothèse, l'article effectue une analyse critique du contenu du discours de la »Renaissance Urbaine«, de son idéologie sous-jacente et de la vision de la ville et de l'espace urbain qu'il propose. Quatre éléments centraux sous-tendent ce discours et sont analysés tour à tour: la construction d'une nouvelle »idylle urbaine«; le mythe de la mixité sociale; le mythe de la »communauté locale«; la rhétorique de la conception urbaine comme instrument de revitalisation de l'espace public et de la citoyenneté.

La dernière partie de cette contribution évalue l'hypothèse de l'agenda de la »Renaissance Urbaine« comme »stratégie explicite de *gentrification*«. L'article conclut que dans

le contexte des débats actuels sur le « retour en ville », les recherches théoriques et empiriques sur les politiques de renouvellement urbain, leur impact en terme d'équité sociale et de *gentrification* doivent être poursuivies.

Sabine Mecking, Entre urbanisme euphorique et crise identitaire. Le réaménagement territorial en Rhénanie du Nord-Westphalie, à l'exemple de la ville et du canton de Bielefeld

Peu de réformes ont, dans l'histoire de la République Fédérale allemande, occupé tant de place dans les débats politiques que le réaménagement territorial mis en œuvre à la fin des années 1960 et au début des années 1970 au niveau communal. Si des réformes territoriales et administratives ont été menées dans tous les Länder de la République fédérale, la carte des communes s'est transformée de manière particulièrement durable en Rhénanie du Nord-Westphalie. Les débats menés à ce sujet furent influencés par l'idée, très répandue à l'époque, que la création d'unités administratives plus grandes permettrait une efficacité accrue de l'administration et un meilleur système social. Si les mondes de la recherche, de la politique, de l'administration et de la société s'accordaient largement sur la nécessité de mener une réforme territoriale des communes, les mesures envisagées suscitaient presque partout au niveau local de fortes résistances. Dans ce conflit, les arguments mettant en avant une amélioration de l'efficacité de l'administration furent opposés à des arguments historiques, traditionnels ou encore économiques, ainsi qu'à des spécificités locales. Illustration précoce de la réforme, le réaménagement de la ville et du canton de Bielefeld fait figure d'exemple-type dans ce processus de réforme territoriale menée en plusieurs étapes. De nombreuses communes du canton avaient dès avant la réforme conclu des accords de changement territorial avec la ville de Bielefeld. Certes, le canton s'est battu contre sa dissolution et certaines communes de l'agglomération eurent des difficultés à accepter la perte de leur indépendance. Mais les débats et conflits autour de la réforme se sont la plupart du temps déroulés au sein des assemblées municipales existantes. Bielefeld n'a pas connu d'initiatives citoyennes de lutte contre la réforme territoriale capables de rallier de larges pans de la population et de reposer sur différents piliers de la société locale, telles qu'elles ont existé lors des réformes territoriales plus récentes de la Ruhr. Une implication active de la population, par exemple par le biais de consultations, a même été en partie expressément rejetée, en se référant aux décisions prises au sein du conseil. L'élaboration locale des modalités concrètes de réorganisation s'est finalement basée beaucoup plus sur des négociations contractuelles que sur une politique d'expansion reposant sur l'intimidation.

Martina Heßler, Espaces intégrés ou fragmentés? Zones industrielles urbaines de la maison Siemens à Berlin et à Munich

Cet article se penche sur les sites d'implantation des industries et des entreprises et s'interroge sur la manière dont ceux-ci se sont intégrés dans l'espace public urbain depuis la fin du 19^{ème} siècle, et également, à l'inverse, dans quelle mesure ils ont été construits comme des espaces fragmentés et cloisonnés dans la ville ou sa banlieue. Les lieux d'implantation des industries n'hébergent pas uniquement les locaux des entreprises, leurs ateliers, les halles de fabrication, les laboratoires de recherche et les bureaux. Il n'est pas rare en effet que se trouvent, soit directement sur le site, soit à proximité immédiate, des infrastructures et des services sociaux ainsi que des logements ouvriers, et il arrive que la fondation d'une entreprise aille de pair avec la création d'un nouveau quartier de la ville. Se pose donc la question de l'intégration des sites d'entreprise dans la ville et la vie urbaine.

Cet article cherche à donner des éléments de réponse à cette question en analysant trois exemples de sites d'implantation de l'entreprise Siemens. Est tout d'abord examinée la cité Siemens de Berlin, dont la construction a débuté à la fin du 19^{ème} siècle. Le deuxième exemple retenu est le site de Neuperlach à Munich, appelé «ville-recherche de Siemens», construite dans les années 1970. Le troisième exemple, envisagé comme une perspective d'avenir, est le site de la Hofmannstraße à Munich.

Le rapport de ces sites à la ville présente des différences considérables. L'entreprise Siemens a cherché à construire autour de 1900 à Berlin un quartier pour ses ouvriers et employés situé dans la banlieue de la ville et a ainsi favorisé les tendances à la fragmentation typiques de l'époque, non seulement en raison de l'emplacement choisi pour installer la cité Siemens mais également de par la volonté de construire tout un quartier pour les employés de l'entreprise, doté d'infrastructures et de structures sociales propres. La ville-recherche de Neuperlach est elle aussi devenue une zone protégée, située à la périphérie de la ville nouvelle de Neuperlach, à laquelle n'ont pas accès les personnes ne travaillant pas chez Siemens n'ont pas accès au site. Cependant, ce site a cherché à reproduire les structures urbaines. Les tous récents projets développés pour le site de la Hofmannstraße ont quant à eux constitué un véritable tournant, en prévoyant une réintégration de l'entreprise et de la ville. Si ces projets ont été rapidement retirés, ils indiquent néanmoins un changement fondamental, en mettant l'accent sur l'intégration et l'interaction avec la ville.

Bernd Hüppauf, Images de la ville. Construction visuelle d'identité urbaine

Les rapports entre la ville et les images envisagées comme représentations ont toujours été caractérisés par une dépendance réciproque. Si la différenciation dans les représentations visuelles est sans doute déjà née dans les villes de Mésopotamie, les images de la ville sont beaucoup plus récentes, et c'est surtout la photographie urbaine qui a contribué de manière décisive à la cohérence visuelle de la ville moderne. Dans la phase actuelle de désintégration de la ville et de crise de la représentation visuelle, on ne peut faire l'impasse sur la question des forces qui assurent la cohésion de la ville, parmi lesquelles l'image de la ville joue un rôle primordial. Cet article se penche sur la photographie urbaine et conclut qu'il est possible de distinguer deux types traditionnels d'images – la photographie documentaire et l'image de la ville idéale. Ces deux types sont profondément affectés par la crise actuelle de la représentation, et une nouvelle esthétique de la disparition est en train d'émerger. On assiste à l'émergence de nouvelles techniques qui correspondent à la disparition du concret de l'urbanité. Cette nouvelle photographie urbaine, caractérisée par un nouveau primitivisme et une logique du flou, ne saurait être interprétée comme une simple réaction à la décomposition de la ville dans un monde de plus en plus virtuel, mais comme une tentative de développer une nouvelle forme de vision, en pensant la ville comme un espace représenté au-delà du flux temporel linéaire.

Walter Siebel, Dimensions sociologiques de l'intégration et du caractère étranger

La question de l'intégration doit être envisagée par le biais de deux problématiques distinctes: d'une part, ce qui fait la cohésion de la société (intégration *de* la société), et d'autre part, comment un individu parvient à s'intégrer dans cette société (intégration *dans* la société). Sans une idée claire de ce qui permet la cohésion de la société, il n'est pas possible de répondre à la question de l'intégration d'individus dans la société. La première partie de cet article expose donc les réponses apportées par la sociologie à la première question. La thèse centrale est que les sociétés modernes produisent d'elles-mêmes des différences qu'il n'est plus possible d'absorber. Les mécanismes d'intégra-

tion des sociétés modernes fonctionnent donc dans un contexte de maintien des différences. C'est (Simmel: urbane Differenz), la ville comme mosaïque, marché et démocratie. Afin d'assurer leur fonctionnement, les individus doivent faire preuve de capacités d'adaptation très développées – pas tant par l'apprentissage d'un canon éducatif que l'intériorisation d'orientations et de rôles précis. C'est en ce sens qu'il existe bien une culture dominante (*Leitkultur*).

Eva Kimminich, Citoyen ou étranger? Exclusion et autonomie culturelle dans la banlieue française

Les notions d'immigration et d'intégration couvrent une problématique qui est fait l'objet d'une réflexion en France seulement depuis les années 1960. Elle se base sur l'héritage des Lumières et sur les droits de l'Homme et du citoyen de la Révolution de 1789. Étroitement liée aux valeurs de République et de démocratie, la nation a développé une image d'elle-même qui a constitué la base de sa politique d'intégration sous la Troisième République. Dans les années 1970, le nombre d'immigrés a augmenté en même temps qu'a émergé le phénomène du chômage déclenché par les débuts de la désindustrialisation, ce qui a conduit dans les années 1980 à une pénurie de logements, à une paupérisation et à une montée de la criminalité et de la violence; un ensemble de problèmes qui a concerné en premier lieu la deuxième génération de familles immigrées, née en France, et a fait augmenter les discriminations quotidiennes et le racisme politique. Rien ne permet de lutter efficacement contre ces phénomènes, ni les mesures prises dans le cadre de la politique de logement, visant, par le biais de quotas, à éviter les concentrations ethniques dans les cités, ni les nombreux programmes culturels et de prévention sociale, par le biais desquels le gouvernement tenta de s'attaquer aux dimensions catastrophiques du chômage et de la criminalité des jeunes. Les Français à la peau foncée ne vivent pas seulement dans un «à côté» de la société géographique, culturel et économique, mais également dans un ghetto mental d'images fantômes imposant une hégémonie culturelle. Les banlieues ont très vite été perçues comme des «zones de non-droit», dans lesquels vivent de «dangereux étrangers», auxquels on refuse, en dépit de leur passeport français, non seulement la citoyenneté, mais également la civilité qui y est liée par l'histoire coloniale. Encouragé par les médias, le banlieusard est ainsi stigmatisé comme «barbare» post-modernes. Cela a contribué à accroître le racisme et la discrimination d'une part, le potentiel de violence et l'identification à l'ethnie d'autre part. Dans les années 1980 s'est développé dans les banlieues, à l'ombre d'une politique culturelle favorable, un mouvement de jeunes, le hip hop, qui a opposé une résistance par les mots aux images fantômes destructrices des Franco-français. Sa variante verbale, le rap, ne permet pas seulement de se faire une idée des effets et des origines de projections culturelles hégémoniques, mais s'avère être également une auto-thérapie très efficace. L'analyse de nombreux textes de rap montre clairement que le modèle d'intégration a fait des Français à la peau foncée des citoyens actifs politiquement, qui prennent les valeurs républicaines au pied de la lettre et appellent à la réalisation d'une démocratie véritablement démocratique. Dans cette aspiration profondément française, ancrée dans le concept de citoyenneté, les intellectuels des banlieues, qui exercent une influence importante en tant que modèles, se sont récemment tournés vers l'islam. Dès avant la vague de conversion déclenchée par le 11 septembre, le capitalisme occidental était présenté dans de nombreux textes de rap, inspirés de l'égyptianisé et rastafaris me, comme un borborygme de péchés babylonien, ce qui a renforcé le cercle vicieux de racisme et d'ethnicité. Il s'agit donc de prendre des mesures préventives pour éviter un clash des images fantômes, d'une part par la communication interculturelle et l'éducation à une démocratie pratiquée au quotidien, et d'autre part en orientant la conception politique de notre société civile non plus

seulement de manière nationale, mais transnationale. Ce n'est qu'ainsi qu'il est possible de désamorcer le potentiel de conflits dont recèlent nos sociétés profondément complexes.

Übersetzungen von Myriam Goinard